



COMMUNIQUÉ

NOUS NE SIÉGEONS PAS AU CONSEIL COMMUN

Alors que la grande majorité des organisations syndicales a demandé le report du Conseil Commun de la Fonction Publique du 14 novembre, le gouvernement a donc choisi de le maintenir, en dépit des nombreuses mobilisations de ce jour.

Nos organisations syndicales avaient rappelé dans leur courrier à Olivier Dussopt que, lorsque les dates correspondent à des journées d'action d'importance, « ...il est de bonne pratique et de bonne politique de ne pas tenir de réunions institutionnelles. »

Quelles que soient les orientations et la composition des pouvoirs exécutifs en place depuis des années, c'est la règle – respectueuse des engagements de chacune et de chacun – qui a été prévalu jusqu'à présent.

Nous n'acceptons pas ce nouveau passage en force.

Nous l'admettons d'autant moins que c'est le seul gouvernement qui a choisi un calendrier pour l'agenda social enfermé dans des échéances insupportables et que, de surcroît, les nombreuses propositions de nos organisations sur les textes examinés sont presque toutes rejetées et ce, depuis des mois.

C'est bien parce que nous sommes attachés à la démocratie sociale que nous ne nous rendrons pas aujourd'hui à ce qui en constitue un déni.

Paris, le 14 novembre 2019